



CAHIERS LOUIS XVII

DÉCEMBRE 2015 - n°54

SOMMAIRE

Les propos de la présidente

Par Laure de la Chapelle

Henrotin, l'incroyable témoin

Par Christian Crépin

Charles Benoist, la source sûre

Par Laure de La Chapelle

Conte de Noël 2015

Par Jean Pierre Gautier

Les propos de la Présidente

Jusqu'à l'époque actuelle, les recherches sur le sort du fils de Louis XVI se cantonnaient aux archives et aux documents découverts au cours du premier siècle après la mort officielle du petit Capet.

Quant aux publications récentes concernant les cœurs des deux frères, Louis-Charles et Louis-Joseph, elles sont axées sur l'étude de la famille Pelletan jusqu'en 1894 et sur une analyse ADN cataloguant le seul viscère qui nous reste comme un descendant Habsbourg.

Je ne parle pas des savantes études sur les restes humains trouvés dans le cimetière Sainte-Marguerite, basées sur les exhumations faites au dix-neuvième siècle.

Mais qu'en est-il de la question primordiale qui se pose toujours et n'a jamais eu de réponse satisfaisante ? Si l'enfant qui est mort au Temple en 1795 n'était pas Louis XVII, avons-nous au moins une hypothèse valable ? Les deux articles que nous publions dans ce Cahier peuvent ouvrir une porte récente, jamais explorée jusqu'ici. Et malgré les avatars de ces deux témoignages, ils sont à considérer avec la plus grande attention.

N'oublions pas, bien sûr, de nous détendre à la fin de cette terrible année 2015, avec un rafraîchissant conte de Noël, bien propre à nous faire oublier les soucis d'une époque troublée et qui, par certains côtés, rappelle fâcheusement les prodromes de la Révolution Française, la « trop fameuse catastrophe » selon l'expression de Jean Pierre Gautier, notre vice-Président.

HENROTIN, l'incroyable témoin

Enquête de Christian Crépin, présentée par Laure de La Chapelle

C'est peu de dire que les révélations récentes sur l'énigme de Louis XVII ne foisonnent pas. C'est le caractère rarissime de sa découverte qui attira tout de suite mon attention lorsque Christian Crépin me fit part d'un article trouvé par lui dans la revue des Ambassades, obscure parution d'avant la Seconde Guerre Mondiale. Comment, en 1938, un auteur totalement inconnu des historiens pouvait-il apporter des éléments nouveaux dans cette recherche où tout semble avoir été dit, catalogué, décortiqué, où des conclusions sans surprise sont annuellement rééditées ?

Que dit cet auteur ? Qui a donc l'audace d'intervenir dans une chasse gardée des historiens ? Voici les principaux extraits de l'article en question, titré « l'Enigme des Bourbons » et signé : comte Robert H. [Henrotin] Santarès de la Marck (sic) :

« ... Le Dauphin est-il mort au Temple ? Aucun acte officiel de ce décès n'existe. Les affirmations réitérées et basées sur des minutes sans valeur historique des gouvernements de la Révolution, des deux Empires, de Louis XVIII, de Charles X, de Louis-Philippe, de la IIIème République, ne constituent aucune preuve. Elles peuvent servir la raison d'Etat sans plus. Il était d'ailleurs nécessaire à ces gouvernements d'affirmer la mort du Dauphin de France.

Intérêts politiques d'une part, intérêts dynastiques et familiaux d'autre part subsistent encore. Aussi, ne pouvant rien tirer de précis de cette confusion historique, je vais m'efforcer d'apporter au débat sans parti pris quelques observations personnelles et qui, ainsi, n'engageront que moi.

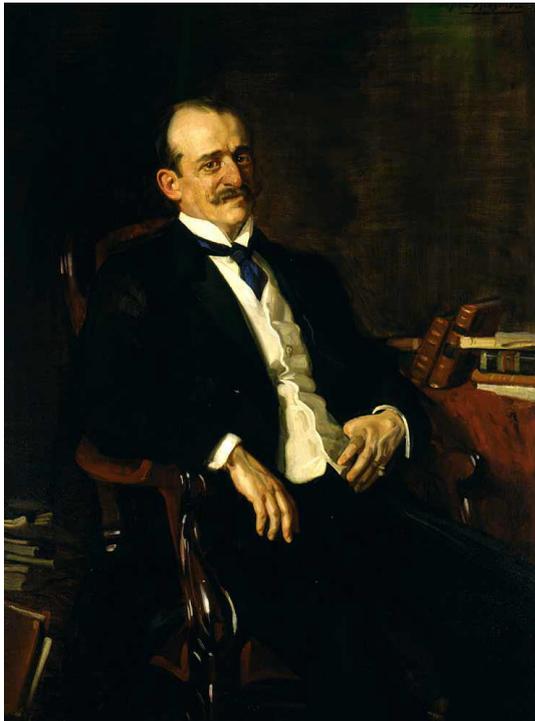
Des révélations inédites

Deux faits dominant ces observations :

Pour des raisons que je n'ai pas à exposer ici, je tiens de source sûre que le baron de Thugut qui fut premier Ministre d'Autriche au moment des guerres napoléoniennes et qui fut intimement mêlé aux grands actes de la Révolution Française, était convaincu des prétentions de Naundorff (*lire évidemment : de*

la survie de Louis XVII, le prétendant étant apparu bien après le ministère du baron de Thugut, 1794 à 1801)

Le duc de Brunswick (mort en 1806) également. Ces deux hautes convictions (qui en valent d'autres) étaient exprimées dans des écrits joints à une lettre adressée par un secrétaire du comte de La Marck à une personnalité espagnole de la famille de Romanones.



D'autre part, et d'après le même informateur, les détails de l'enlèvement du Temple auraient été consignés dans un document remis par un membre de l'entourage du comte de La Marck à la famille Metternich.

Les Bourbons d'Espagne, d'ailleurs, ne sauraient ignorer ces faits, puisque aussi bien une certaine partie des papiers du comte de La Marck ayant trait à la période révolutionnaire, apportée en Espagne vers 1880, ont été remis à la Cour de Madrid par un de ses plus fidèles serviteurs vers 1905.

Enfin, le second fait se place tout près de nous.

En 1924, je rentrais de Delft. Ma curiosité avait été attirée par l'existence dans un enclos de cette petite cité hollandaise, d'une pierre tombale portant cette inscription : « Ici repose Louis XVII, Charles-Louis, duc de Normandie, roi de France et de Navarre, né à Versailles le 27 mars 1785, décédé à Delft le 10 août 1845. »

« Emu, parce qu'un membre de ma famille, Autrichien, ami de Mirabeau, avait été intimement lié à la Reine Marie-Antoinette (*Auguste Raymond de la Marck*), je parlai de cette inscription au ministre de France à La Haye, M. Charles Benoist. Je n'avais à l'époque, je l'avoue, parce qu'encore jeune, qu'une imparfaite connaissance des Naundorff. J'en avais souvent entendu parler, pas toujours défavorablement, mais le côté historique du drame des Bourbons m'avait jusqu'alors échappé.

Par l'aimable entremise du ministre de France (*Charles Benoist*), je pus prendre connaissance, non seulement des délibérations des Etats Généraux Hollandais concernant la demande de naturalisation faite par Adelberth (*fils de Naundorff*), mais aussi de divers actes juridiques se rapportant aux Bourbons-Naundorff. »

[Ici, Henrotin de la Marck rapporte les épisodes bien connus des jugements concernant la famille Naundorff en Hollande au cours des années 1888 et 1891]

« Mais il y a mieux, et il faut souvent du courage pour prendre certaines responsabilités. Le même ministre de France que je viens de citer me dit à moi-même et à la même occasion, textuellement ceci :

« La question Naundorff est fort troublante, je l'avoue. Quel est le bien-fondé de telles prétentions ? J'en parlais un jour avec Clémenceau pendant la guerre, alors que notre entretien roulait sur les Orléans. Le Président du Conseil dans un moment d'énervement, s'exclama, parlant de ces derniers : Qu'ils me foutent la paix ou alors j'enverrai un certain dossier massue qui ruinerait d'un seul coup leurs prétentions ». Ce dossier massue, malheureusement pour la vérité et l'histoire n'a jamais été ouvert, et il n'est même plus à l'heure actuelle, dans aucune archive ministérielle.

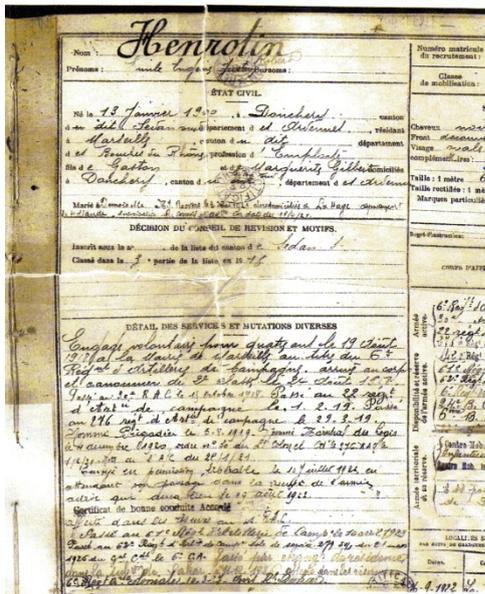
Quel puissant l'a reçu en dépôt des « vigilants de l'Etat » et à qui le transmettra-t-on ? Arme terrible, le jour où l'on voudrait ruiner, en effet, les prétendants à la légitimité de la Couronne Française, que celle qui révélerait la descendance effective de Louis XVII.

Le mystère des Bourbons reste entier. Il est pourtant soluble. Qui le résoudra ? Quand ? Et comment ? Là est l'énigme ! »

Les tribulations d'un étrange personnage

Ces révélations posent à l'évidence le problème de l'auteur de l'article de la *revue des Ambassades*. Et c'est avec une patience d'archiviste que Christian Crépin a pu reconstituer les péripéties de son existence, le recours perpétuel d'Henrotin à différents pseudonymes (*de La Marck* ou *comte Robert Santarès*), ne facilitant pas vraiment les recherches.

Emile Eugène Justin Robert Henrotin naquit le 13 janvier 1900 à Donchery, près de Sedan, dans les Ardennes françaises. Il était fils de Gaston Henrotin, serrurier, et de Marie-Marguerite Gilbert.



Joseph Auguste Henrotin, père de Gaston et maître serrurier était également originaire de Donchery, mais en remontant à la génération précédente, on retrouve un Henry-Joseph Henrotin né à Tellin, province de Luxembourg, au Sud-est de Dinant, où un ancêtre paternel était décédé en 1831. Le nom d'Henrotin est d'ailleurs très répandu en pays de Liège. Faut-il rappeler que le comte de La Marck, l'ami de Mirabeau, faisait partie d'une grande famille de la noblesse belge, possessionnée aussi bien en pays de Liège qu'en France, à Raismes, près de Valenciennes ? Bien que menu fretin, la famille Henrotin ne pouvait ignorer les anciens seigneurs des pays belge et ardennais sous la Révolution. Retrouver le nom de La Marck à La Haye, dans les circonstances que nous verrons, inspira sûrement Robert Henrotin dans le choix d'une parenté imaginaire : comte Robert H. de La Marck.

Est-ce pour donner plus de poids à son personnage qu'il prétendit également se rattacher du côté maternel à un Gilbert de Bourbon-Parme ? Sa mère, née Gilbert, ne pouvait pourtant pas invoquer une ascendance aussi illustre.

Mais revenons à la vie de notre pseudo comte ardennais.

Après la Guerre 14-18, et sans qu'on ait d'autres détails sur ses premières années, on retrouve Robert Henrotin, dans le registre de recensement militaire. Il fait partie de la classe de 1920, mais s'était engagé déjà en 1918 pour quatre ans à la mairie de Marseille.

Il est affecté dans les pays rhénans d'octobre 1919 au 21 juin 1922, période où on le retrouve maréchal des logis au 276^{ème} régiment d'artillerie en garnison à Landau, en Allemagne. C'est sans doute à Landau qu'il rencontra sa future femme, une Hollandaise.

Il revint se marier à Donchery le 2 mai 1921 avec Marie Augusta Jeanne Angèle Roovers, née en Hollande, à Gorinchem, en 1898. Le père d'Angèle, Cornelis Roovers était professeur à l'école triennale de La Haye. Ce mariage conduisit Henrotin aux Pays-Bas, à la suite de sa belle-famille. Nous l'y retrouverons en 1922 à La Haye, au 237 rue van Aerssenstaat.

Il y était en réserve de l'armée active avec un certificat de bonne conduite.

Le registre porte une inscription incomplète en marge « consul rott... ». Travaillait-il à Rotterdam, au consulat ? C'est en tout cas dans un milieu diplomatique qu'il fit la connaissance d'un ministre de France en poste à La Haye qui eut sur lui une influence déterminante et qui fut la source de ses révélations sur l'affaire Louis XVII. Nous y reviendrons.

Mais suivons Henrotin dans la suite de ses pérégrinations.

Toujours en Hollande en 1924, il alla voir la tombe de Naundorff à Delft.

En 1926, il est à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Du 6 mai 1927 au 2 février 1929, il est au Maroc.

En 1929 on le retrouve à Marseille, puis à Boulogne-sur-Seine. Le 7 mai, il est renvoyé dans ses foyers et se retire à Sedan avec un certificat de bonne conduite.

Que lui arriva-t-il en septembre de la même année dans son pays d'origine ? Accusé d'abus de confiance, il est condamné à 4 mois de prison, 50 francs d'amende, est cassé de son grade et redevient soldat de 2^{ème} classe.

En 1932, il est à Montreuil-sur-Seine, en 1934 à Paris (12^{ème}), puis à Chalons-sur-Marne.

Divorcé de sa première épouse hollandaise, il se remarie le 29 mars 1937 à Joos Ten Moode, aux environs de Bruxelles, avec Anne Villani, originaire de Marseille (il divorcera en 1952).

Déchu de son grade, il s'engage dans la Légion Etrangère sous le nom de Sylvio Ruiz Santarès, se prétend de nationalité espagnole, mais est condamné pour insoumission le 2 juillet 1937.



C'est à cette époque qu'il se met à écrire, dans la ligne inspirée par son Mentor, Charles Benoist, ancien ministre de France à La Haye, mort opportunément pour Henrotin, qui n'aurait sans doute pas osé révéler des secrets dynastiques du vivant d'un personnage trop connu.

Nous y reviendrons, mais il faut d'abord nous occuper de la fin de carrière d'Henrotin, qui semble s'être désintéressé du sort de Louis XVII au profit d'aventures politiques et financières plus ou moins avouables.

Un espion raté

Christian Crépin a suivi sa piste, d'abord à Vichy vers 1940. Henrotin prétend y avoir été engagé comme agent secret et avoir accompagné en Argentine Marcel Peyrouton, ancien administrateur colonial dont il avait dû faire la connaissance en Afrique du Nord. On devine que soldat déchu et désormais sans grade, Henrotin avait préféré ne pas faire la guerre comme 2^{ème} classe.

Il émigra donc, mais finit par être arrêté par la police de Montevideo en Uruguay comme faux espion. Wikipedia le débusque dans un article de 2010 intitulé « Robert de la Marck, un espia de fuste ». L'auteur en est Mercedes Terra, « Universitat de la Republica de Uruguay ». La police uruguayenne

l'expulsa vers la France et Bordeaux sur le bateau à vapeur le *Kerguelen*, en date du 7 août 1950.

Par ailleurs, Christian Crépin a découvert un document de la CIA en date de février 1952 et déclassifié en 2006, qui nous apprend ce qui suit :

« Roberto Henrotin de Santarès a tenté le 31 mars 1949 de vendre à l'ambassade américaine de Buenos Aires un certain nombre de rapports de police argentins et se décrit lui-même comme citoyen français né le 13 janvier 1900, envoyé par le gouvernement de Vichy en mission économique en Argentine en 1941 ; il a ensuite démissionné de son lien officiel et est resté à Buenos Aires, où il a été emprisonné en 1948 pour importation frauduleuse de camions. Henrotin a affirmé qu'il avait traduit quelques documents de la police fédérale argentine pendant qu'il était en état d'arrestation relativement à cette accusation. Son offre de vendre une copie de ces documents a été refusée par l'ambassade américaine.

A Montevideo, le 24 février 1950, Henrotin laisse à un fonctionnaire de haut rang de l'Uruguay trois documents censés faire partie d'une série ayant son origine à la légation soviétique à Montevideo. Les documents consistaient apparemment en instructions de l'Union Soviétique de Sud-Amérique (USSA) à des dirigeants communistes à travers l'Amérique du Sud. Henrotin prétendait les avoir obtenus d'un communiste français en Uruguay[...].

Une analyse approfondie faite par des experts sur le communisme au siège OSO conclut que les documents étaient des faux. Henrotin fut arrêté par les autorités uruguayennes le 19 juillet 1950 sur des soupçons d'espionnage pour le gouvernement argentin. Lors de son interrogatoire, il admit qu'il avait fabriqué les rapports USSA et avoua également qu'il avait été employé par la police fédérale argentine, avec un salaire mensuel régulier, comme communiste et anti-Peron en Uruguay, afin de rendre compte des activités des exilés politiques d'Argentine. Il a été expulsé en août 1950 de l'Uruguay vers la France.

Le matériel Henrotin a eu une influence considérable sur les programmes de certains gouvernements d'Amérique du Sud pour traiter avec les communistes. Peron apparemment les croyait authentiques (*Nota : Henrotin les aurait-il fabriqués sur ordre ?*).

Alors qu'Henrotin avait admis son statut d'agent rémunéré de la police fédérale argentine, il n'y a eu aucune indication que des motifs politiques spécifiques pro-Peron étaient derrière la fabrication des documents USSA. »

Henrotin, pris dans le maillage compliqué des rivalités entre Etats d'Amérique du Sud, voulut se lancer dans l'espionnage à un haut niveau, qui n'était visiblement pas dans ses capacités. Il échoua misérablement, et finit par être expulsé. En fait, le tournant qu'avait pris son existence après sa déchéance à titre militaire le poussa à des choix de plus en plus discutables, qui finirent par le perdre.

Que devint-il après son expulsion vers la France ? On ne le sait pas : mais il est vraisemblable que lors de son retour dans les années 1950, et de crainte d'être poursuivi pour avoir collaboré avec le régime de Vichy en 1940, il se soit réfugié en Espagne franquiste, pays qu'il connaissait sans doute pour s'être dit de nationalité espagnole en 1936.

Laissons le personnage falot d'Henrotin à sa triste fin de vie, et revenons à l'époque où il s'intéressa à la survivance de Louis XVII, entre les années 1936 et 1940.

Henrotin lui-même ayant reconnu qu'il n'était pas à la source des révélations de la revue des Ambassades, mais qu'il les tenait du personnage le plus haut placé dans une mission diplomatique, le plus à même d'avoir en sa possession ou de se faire communiquer des documents non consultables par le public, nous devons nous intéresser à sa « source sûre », la seule qui peut nous inspirer confiance : l'ambassadeur de France aux Pays Bas, qui se nommait Charles Benoist.

Charles BENOIST, la source sûre

De qui Henrotin tenait-il en 1938 ces révélations inédites sur le sort de Louis XVII sous la Révolution ? Et d'abord, où et à quelle époque fut-il mis au courant par une « source sûre » ?

Une première réponse nous est fournie par son article de la revue des Ambassades. En 1924, Henrotin revenait de Delft, où se situe la tombe du prétendant Naundorff. Il était donc aux Pays Bas, où l'avait conduit en 1922 son mariage avec une Hollandaise, et plus précisément à La Haye, où il devait occuper un emploi subalterne à l'ambassade ou au consulat.

Très jeune (il avait 22 ans) et déjà ambitieux, il va réussir à faire la connaissance du Ministre de France à La Haye, Charles Augustin Benoist, dont il cite plusieurs fois la fonction officielle et dont il livre également le nom. Il le révèle de façon transparente comme une source « sûre ». On ne peut que le suivre sur ce terrain, Benoist étant la plus haute autorité française à La Haye, où il fut ministre plénipotentiaire de France de 1919 à 1924.

Ce n'est donc pas à Henrotin qu'il faut s'adresser pour juger de la pertinence de son article, mais à la source unique de ses renseignements, le ministre Charles Benoist.

Charles Benoist, journaliste du *Temps*.

Ministre, Benoist ne le fut qu'une fois, de 1919 à 1924. Député, il le fut plusieurs fois, entre 1902 et 1919. Mais l'essentiel de sa carrière fut celle d'un journaliste influent et perspicace, d'abord au *Temps*, puis à la *Revue des Deux Mondes*.

Né en 1861 à Courseulles, dans le Calvados, « ce surdoué fut, tour à tour ou simultanément, journaliste, grand reporter, professeur, historien, essayiste, homme politique et diplomate. » (François Broche).

Ce n'est pas une sinécure que de le suivre dans les péripéties d'une existence aussi riche que variée.

En 1889, il part pour le Temps en mission à Rome où il reste jusqu'en mars 1890. Ses articles sont écrits sous un pseudonyme : *Sybil*. Henrotin suivra

l'exemple du pseudonyme, non pour dissimuler son identité, mais avec l'espoir d'attirer l'attention sur sa personne et ses ambitions.

En 1890, première mission de Charles Benoist à La Haye, où il note pour le *Temps* une importante infiltration allemande en Hollande et dénombre 40.000 Allemands à Amsterdam ; le journaliste revient par la Belgique et Bruxelles où il trouve le *Journal de Bruxelles* déchaîné contre les Hollandais.

En novembre 1891, lors d'un second séjour à Rome, Benoist analyse la crise financière et monétaire en Italie.

Charles Benoist, journaliste de la *Revue*

Au printemps 1893, Benoist quitta le *Temps* pour la *Revue des Deux Mondes*, où il fut de nouveau employé à des missions à l'étranger.

Il profitera d'un séjour en Belgique pour écrire une « Petite histoire politique du royaume de Belgique », écrit où se révèlent ses connaissances de droit constitutionnel.

De nouveau à La Haye en 1898, il assiste à l'avènement de la reine Wilhelmine.

De la Hollande au canton des Grisons en Suisse, Benoist est un témoin intéressé par la démocratie helvétique. Mais ses objectifs, fort sérieux, ne l'empêchent nullement de donner libre cours à son tempérament facétieux. Benoist aime plaisanter aux dépens de ses interlocuteurs :

« Le suisse Decurtius, en crédit auprès du pape Léon XIII, s'inquiète de ne pas voir venir un témoignage de faveur en provenance de Rome quand il prend l'initiative d'une conférence de travail pour la préparation d'une encyclique.

-C'est, dit-il, que le Pape est nerveux.

-Comment, si nerveux que cela ? rétorque Benoist

-Mais oui, il a des caprices, des colères, il jette *son culotte* en l'air !

« Decurtius, lui dit alors Charles Benoist, ne répétez jamais à personne ce que vous venez de me confier. Et d'abord, précisez : qu'est-ce qu'une culotte ?

-Eh bien, c'est ce petit chose rond que les prêtres mettent sur la tête.

-Pas du tout, ce n'est pas sur la tête que se porte la culotte. Vous voulez dire sa calotte !

Benoist conclut : Decurtius n'était pas homme à s'interrompre pour si peu ...

(*Souvenirs* tome 2, p.120)

Après la Suisse, la *Revue* envoya Charles Benoist en Espagne, où il lui fallut trouver un hôtel.

« Je fis connaissance des auberges espagnoles et j'éprouvai la vérité du proverbe charmant, qui leur comparant l'amour, avertit qu'on y trouve ce qu'on y apporte. Devant la sortie, à la gare, étaient rangés deux omnibus. L'écrêteau de l'un annonçait : *Hôtel de France*, celui de l'autre : *Antica fonda de la Rafaëla*. L'esprit patriotique me poussait vers le premier ; le goût de la couleur locale, vers le second. Je laissai la décision au hasard, et n'eus pas à m'en repentir ; car les deux véhicules, ayant roulé de conserve, tournèrent au même coin de rue et entrèrent dans la même cour. L'hôtel moderne et l'*Antica fonda* n'étaient qu'un seul et même établissement. Ce n'est d'ailleurs point calomnier sa cuisine que de ne pas la recommander ! » (*Souvenirs*, tome 2, p.135). Bon exemple de l'esprit percutant de notre journaliste.

Que l'on ne croie pas que ce caractère primesautier le dispensa d'écrire une quarantaine d'ouvrages d'analyses politiques approfondies comme : *la Crise de l'Etat moderne* (1895), *la Réforme parlementaire* (1902) ou *la Monarchie française* (1935) un sujet plus proche de ses préoccupations.

Titulaire de la chaire d'histoire constitutionnelle à l'Ecole Libre des Sciences Politiques (1895), élu à l'Académie des Sciences morales et politiques en 1908, Charles Benoist apparaît comme un analyste politique reconnu et apprécié de l'élite intellectuelle de son temps.

De ses deux séjours en Espagne, en 1894, 1896-1897, il tira la matière d'un de ses livres les plus importants : *Canovas del Castillo*, qui fut un des acteurs de la résurrection de la monarchie espagnole sous la régence de la reine Marie-Christine, née archiduchesse d'Autriche. Notons qu'un de ses ministres était le comte de Romanones, cité dans l'article d'Henrotin, comme correspondant d'un secrétaire du comte de la Marck.



En 1895, Benoist assista aux années décadentes de la monarchie austro-hongroise (*Souvenirs*, tome 2, p.232) : « J'étais à Vienne en ma double qualité de rédacteur politique de la *Revue des Deux Mondes* et de professeur à l'Ecole Libre des Sciences Politiques où j'avais à étudier, dans mes leçons, les institutions de l'Autriche-Hongrie ».

En 1897, Charles Benoist terminait son périple par l'étude de la Hongrie, où il rencontra les nationalistes hongrois célèbres, les Apponyi, les Karolyi, les Zichy, les Esterhazy ; et plus particulièrement le comte Jules Andrassy, fils de celui qui « pendu la veille, comme disait le marquis de la Tour du Pin, était chancelier le lendemain » (*Souvenirs*, tome 2, p.352).

Charles Benoist, député de Paris

En 1898, notre journaliste touche à tout décida de se présenter à la députation à Paris. Ce ne fut pas une mince affaire et il éprouva quelques difficultés dans le VIème arrondissement : « La place avait été occupée durant une législature par un fantoche de brasserie et de loge, que la franc-maçonnerie avait juché au plus haut barreau de ses dignités, et qui se nommait Albert Pétrot. Remplacé par André Berthelot, le fils du grand chimiste, qui aspirait à quitter l'Hôtel de Ville pour le palais Bourbon, le siège législatif était vacant. Dans son ensemble, la circonscription était médiocre pour moi, quant à ses opinions : trop radicale

dans l'un de ses deux quartiers, trop cléricale dans l'autre. De toute façon, on n'eût pu livrer le combat sans désavantage absolu que seul à seul. Mais ce ne fut pas le cas.

Le lieutenant- colonel Monteil, le fameux explorateur africain, apercevant sur la carte de Paris un vide, y sauta à pieds joints. Quand, plus tard, je lui demandai la raison qui l'y avait poussé, il me répondit : « Eh bien quoi ! L'Hôtel de la Société de Géographie n'est-il pas sur le VIème arrondissement ? ». Vainement je soumis à sa réflexion que le boulevard Saint-Germain (siège de ladite Société) à cet endroit, est de la circonscription voisine, la deuxième, et qu'au surplus, pas un des membres de la Société n'y habite, il n'en voulut pas démordre (*Souvenirs*, tome 3, p.6). Le lieutenant-colonel Monteil, battu à plates coutures tourna ses vastes desseins vers un autre but, et d'abord vers la présidence de la République... ».

Quatre ans après, en 1902, Charles Benoist fut élu. Ce ne fut pas sans opposition. Et un tract répandu par ses adversaires nous fait deviner les côtés inconnus de sa personnalité, qu'en bon disciple de Machiavel, il chercha toujours à dissimuler :

Citoyens,

M. Charles Benoist, candidat du Comité Conservateur et des cercles catholiques, candidat des journaux monarchistes, continue les manœuvres équivoques par lesquelles il espère tromper quelques électeurs républicains. Vainement cet apologiste de la monarchie et cléricale Autriche, de la monarchie et cléricale Espagne, cet admirateur fanatique du sacré Collège des Cardinaux, ce détracteur passionné de la France républicaine voudrait aujourd'hui se renier lui-même et effacer le souvenir des attaques qu'il a prodiguées aux institutions démocratiques et au suffrage universel...



Avec quelque exagération, n'a-t-on pas là une clé pour déchiffrer la pensée secrète de Charles Benoist ? Pensée qui se dévoilera d'ailleurs à la fin de sa carrière quand il rejoindra les rangs des partisans de Charles Maurras.

Fin observateur de la politique des cabinets de Clémenceau, Briand, Caillaux, préoccupé par la question du Maroc et les négociations avec l'Espagne, absorbé par un projet de mission à Madrid, Benoist sera toujours prêt pour des voyages à l'étranger. Pendant la Grande Guerre, il s'occupe peu des péripéties militaires, mais accepte deux missions à Rome, l'une au début, l'autre à la fin de 1915. Si bien qu'en 1916, on le croit ambassadeur de France à Rome. Écoutons-le nous en parler : « Au printemps 1916, je travaillais à la bibliothèque de l'Institut. Mon confrère et ami, Alfred Rébelliau, qui en était alors le conservateur, vint à moi et m'apostropha : « Je ne vous savais pas si cachottier. Pourquoi ne nous avez-vous pas dit que vous étiez ambassadeur à Rome ? – Quelle est, repartis-je, cette plaisanterie ? – Rien de plus sérieux ! » et il alla chercher l'almanach du Gotha pour 1916. J'y lus en toutes lettres : Rome, palais Farnèse, ambassadeur : S. Exc. M. Charles Benoist... et la liste du personnel. M. Camille Barrère (le titulaire officiel) avait disparu (*Souvenirs*, tome 3 p.277). Erreur sans doute, mais qui dévoilait à coup sûr la secrète envie de Benoist d'occuper ce poste prestigieux à Rome. Faute d'être nommé dans la Ville Eternelle, il acceptera trois ans plus tard d'être nommé ministre de France à La Haye.

En attendant, toujours député jusqu'en 1919, Benoist rumine la déception de ses expériences parlementaires. Un problème de réforme électorale qu'il désapprouvait acheva de le désappointer et il renonça tout de bon à la députation. En conclusion, il asséna à la fin du récit de ses souvenirs à la Chambre ce mot désabusé : « J'avais appris l'impuissance du parlementarisme omnipotent. » (*Souvenirs*, tome 3, p.367).

Charles Benoist, ministre de France à La Haye

Un jour de septembre 1919, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires Etrangères, demanda à Benoist s'il n'avait plus l'intention de poser sa candidature aux prochaines élections, et dans ce cas, s'il accepterait une ambassade. Benoist suggéra Athènes, mais Pichon lui offrit La Haye. Il fallait l'aval de Clémenceau, qui, après quelques plaisanteries à l'adresse de Pichon,

dont l'idée, après tout « n'était pas si bête », accepta de nommer Benoist en Hollande, en lui précisant : « Il y a là une femme, la reine, très intelligente, mais mal entourée, il faut lui parler ; vous pouvez le faire mieux qu'un diplomate de métier. ». C'était bien vu, mais à notre grande déception, Charles Benoist, dans ses souvenirs se cantonna à la question de la présence des Hohenzollern en Hollande, de l'arrivée de l'ex-Empereur au départ de l'ex-Kronprinz, du 10 novembre 1918 au 10 novembre 1923.

Benoist fut d'ailleurs rappelé en 1924 par Edouard Herriot et le Cartel des gauches, sans autre explication et à son grand désappointement.

Il reprit donc à Paris, son rôle de journaliste, particulièrement à *l'Echo de Paris*, auquel il avait autrefois contribué par l'envoi de bulletins sous le pseudonyme de « Junius », avant de tomber, comme il l'écrit lui-même, dans le grand silence.

Les raisons d'un « Grand Silence. »

C'est la question essentielle que nous avons maintenant à examiner. Pourquoi Charles Benoist, ce personnage disert, ce député actif, cet écrivain à la plume facile, n'a-t-il jamais parlé dans ses *Souvenirs* des recherches sur la période révolutionnaire et d'une possible survie de Louis XVII dont fait état Henrotin dans l'article de la revue des Ambassades ?

Il est difficile de penser qu'un journaliste de formation, habitué à enquêter à un niveau élevé sur le renouveau et la chute des gouvernements et des empires, l'auteur d'un livre sur la *Monarchie Française*, n'ait pas approfondi au cours de son ambassade en Hollande la problématique de la survivance éventuelle des Bourbons, telle que la rapporte Henrotin en 1938. Si le ministre a eu accès à des documents déposés à La Haye à l'époque révolutionnaire, s'il a suivi leur parcours dans le temps, pourquoi n'en avoir jamais fait état ?

Le récit de ses années d'ambassade aux Pays Bas, axé uniquement sur le destin de la famille impériale allemande déchue, est particulièrement décevant. Il est vrai que nous n'avons en main qu'un seul chapitre des *Souvenirs* de Benoist en Hollande, des années 1919 à 1924, le seul destiné à être rendu public. Par contre, nous ne possédons pas le journal qu'il a commencé à rédiger en 1921, et dont il n'a publié que de maigres extraits.

Prudent, Henrotin se garda bien de révéler les confidences que lui fit l'ambassadeur sur ses recherches historiques avant la mort de ce dernier, en 1936. Il risquait fort d'être démenti, car le silence de Charles Benoist, son Mentor, l'homme qu'il admirait et suivait dans ses choix politiques, était un silence voulu, un silence politique.

Il s'agissait de préserver les chances d'une dynastie à accéder au pouvoir, qu'un dossier bien argumenté risquait de réduire à néant.

Intérêt dynastique, nous dit Henrotin dans son article. Ce passage de la fin des *Souvenirs* de Charles Benoist va lui donner raison, et nous apprendre les causes de ce silence, qui couvre, une fois de plus, un secret d'Etat.

« Tout ce que je viens d'écrire montre clairement que la longue évolution qui m'a amené à la Monarchie dans une vieillesse dépourvue d'ambition, a été un pur travail de la tête. Le cœur ne s'en est mêlé que plus tard, quand la maison de France s'est ouverte à moi, avec une bonté, une grâce, une simplicité royales.

En 1929, Mgr le duc de Guise voulut bien me confier l'éducation politique de Mgr le Comte de Paris. Le jeune Prince avait vingt et un ans. Je puis affirmer que rien n'a été écarté ou omis dans cette éducation politique du Prince. Aucun n'a été comme lui préparé au gouvernement. Où qu'il pose le pied, il sait où il va. Et comme sa volonté a pour objet fixe de n'être point, le cas échéant, inférieur à sa destinée, si la Providence ou la Fortune le prend un jour par la main, il suffit qu'il soit roi, pour qu'il soit un grand roi. Tout ce dont la France a besoin, il l'apporte. Le reste, c'est aux Français de le faire.

Avec le général de Gondrecourt, j'ai conduit le comte de Paris en Pologne. Partout, il a traîné tous les cœurs après lui, et les Polonais n'ont pas été les derniers à manifester. Dès qu'ils l'ont vu, ils l'ont adopté tout de suite. Son voyage s'est poursuivi comme sous un souffle de bienvenue et rien qu'en se montrant, il a fait saluer la France. Mais mon attachement pour le Fils ne doit pas me faire oublier ma respectueuse gratitude pour le Père. Nul Français, plus que le duc de Guise, n'est spécifiquement français par son caractère et ses qualités. Bien peu le sont autant que lui par cette qualité primordiale que j'ai nommée « le sens français ». C'est le bon sens fait homme. Peu loquace, très réfléchi aimant à tourner et à retourner les choses, à les considérer sous tous

leurs aspects, lent à se prononcer, précis dans ses paroles, il a un jugement infaillible, et depuis qu'il m'a permis de suivre sa pensée et ses directions, je ne l'ai jamais vu se tromper, pas plus sur les hommes que dans les affaires. Il a tout son monde dans les yeux et de chacun il sait exactement le fort et le faible, si sa courtoisie souveraine ne souffre pas que l'on s'en aperçoive. M'ayant mis auprès de lui, il m'a toujours voulu auprès de lui, au mariage de Palerme, au baptême des enfants royaux, et je lui ai voué, pour m'y avoir associé, une reconnaissance qui ne périra qu'avec moi. »

Cet aveu en forme de conclusion révèle la mainmise totale de la Maison d'Orléans sur Charles Benoist. On l'appréciait enfin à sa juste mesure, on avait besoin de ses lumières, il oubliait ses déboires comme député et l'ingratitude du ministère qui avait mis fin à sa carrière aux Affaires Etrangères.

Comment supposer qu'il aurait pu trahir dans ses Mémoires les intérêts dynastiques de la famille d'Orléans, à laquelle il s'était si totalement inféodé, et qu'il oserait jeter la suspicion sur leur légitimité ? La simple évocation de l'existence du petit Capet lui aurait semblé une félonie.

Henrotin l'avait fort bien compris et attendit prudemment le décès de Charles Benoist pour se jeter à son tour dans l'analyse politique, et les articles sur l'avenir de la monarchie.

Avait-il été définitivement impressionné par la personnalité du ministre de France ? Lui servit-il quelque temps d'indicateur ? On remarque en effet qu'il quitta la Hollande et sa femme hollandaise après 1924, comme l'ambassadeur démis de ses fonctions. Curieusement, il semble, de 1937 à 1940, avoir calqué sa vie et ses intérêts sur celle de son Mentor.

Dans la revue des Ambassades, il publie plusieurs articles :

- En août 1937 : La question des Habsbourg (signé comte Sylvio Robert Santarès)
- En août 1938 : Une lettre à propos de l'affaire Naundorff (signé Santarès)
- Dans le journal l'Ordre, en mars 1939 : l'Italien en Espagne (signé comte Robert de Santarès)

Ces textes sont inspirés par les missions de Charles Benoist en Italie et en Espagne, ainsi qu'à son intérêt pour les questions dynastiques.

D'autres articles, également signés Robert de Santarès, se réfèrent directement à l'activité de Benoist, rapporteur en 1905 d'un projet de Code du Travail. Il s'agit du « Procès de l'or » (1938) et de « La Valeur du travail » (1940). Mais à partir de 1940, il s'oriente vers d'autres centres d'intérêt et tombe manifestement sous l'influence de Marcel Peyrouton, ancien ministre des Colonies. Il partira avec lui en Argentine, puis en Uruguay, où l'on connaît la triste fin de sa carrière.

Nous l'y laisserons, pour revenir au texte de la *Revue des Ambassades* et à l'enquête sur l'Enigme des Bourbons, directement issue des recherches de Charles Benoist.

Les documents de La Haye

Les premiers textes cités dans la *Revue des Ambassades* émanent du ministre Thugut, à la tête du ministère des Affaires Etrangères autrichiens dont dépendaient les Pays-Bas. On apprend, par une lettre adressée à Stahremberg en Angleterre, que Thugut doutait fortement en 1795, de la mort du petit Capet. Il soupçonnait les brigands de la Convention de l'avoir dissimulé dans un endroit secret d'où l'on pourrait éventuellement le retirer. Quant au duc de Brunswick, beau-frère du roi d'Angleterre George III, un passage de Capet vers l'Angleterre aurait pu provoquer des échanges de correspondance. On sait en effet qu'une des principales voies de l'émigration, pour les réfugiés passés de France en Belgique, était un départ pour le Royaume-Uni en partant de Rotterdam vers Harwich.

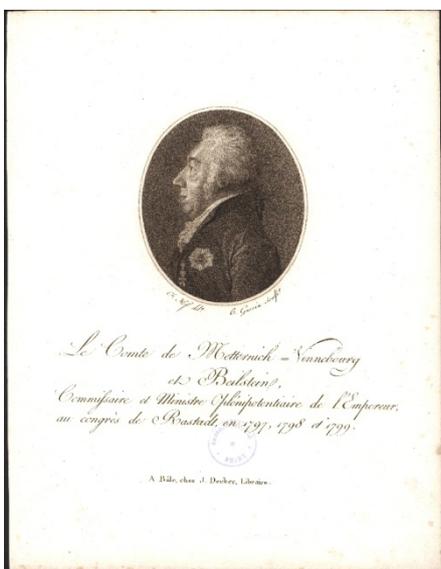


De tels documents auraient été acheminés vers l'Espagne dans les années 1880, présentés dans une lettre du secrétaire du comte de la Marck. Ce titre, donné en France avant 1791 à Auguste Raymond, prince d'Arenberg, révèle l'importance du rôle que joua cet aristocrate belge dans le destin du fils de Louis XVI. Nous connaissons par ailleurs le nom de son secrétaire, Jean Philippe Staedtler, actif depuis les années de la Restauration jusqu'à sa mort en 1877. Basé à Bruxelles, il était tout à la fois intendant et secrétaire d'Auguste d'Arenberg, ainsi que du plus célèbre des Anglais, le duc de Wellington.



Quant au destinataire des documents, le comte de Romanones, il présidait le gouvernement de la Régente Marie-Christine d'Espagne, une Saxe-Teschen, petite-fille de l'archiduc Charles, le frère de l'empereur François II. Qui peut oublier le projet de mariage de madame Royale avec ce général célèbre ?

Last, but not least, les détails de l'enlèvement du Temple auraient été consignés dans un document, remis par le comte de La Marck au comte de Metternich-Winneburg (père du diplomate Clément Venceslas) et ministre de l'Autriche aux Pays-Bas en 1793 et 1794. Il ne faut pas s'en étonner, puisque c'était la voie hiérarchique normale pour transmettre des rapports à la Cour de Vienne. L'arrivée d'un tel procès-verbal dans le bureau de Thugut à Vienne a d'ailleurs été notée par Pellenc, ancien secrétaire de Mirabeau et quelque temps employé par le ministère autrichien.



Tous ces documents auraient été envoyés aux Bourbons d'Espagne, à Madrid, puis aux archives de la Cour, où, étant donné leur caractère de secret d'Etat, M. Crépin n'avait aucune chance qu'ils lui soient communiqués.

Conclusion

Encore une fois, « le grand Silence » s'étend comme une chape sur le destin du petit Louis-Charles. Et pourtant, nous avons eu une lueur d'espoir en découvrant dans la revue des Ambassades (publication relativement récente) un article qui se démarquait enfin des voies déjà empruntées à la recherche de Louis XVII. Un nouvel acteur : le comte Auguste de la Marck, une nouvelle direction : l'Europe du Nord, via Bruxelles et La Haye, une bifurcation inattendue vers l'Espagne et les Archives royales.

Mais cette lueur s'est vite éteinte. Le seul homme qui aurait pu guider nos pas sur cette piste prometteuse, Charles Benoist, fut discrètement pris en mains par des intérêts dynastiques, toujours présents malgré les deux cents ans de l'histoire de la Tour du Temple. Ce littéraire bavard se tut, son journal de la Haye ne fut pas publié. Mais les traces en demeurent, et nous avons fermement l'intention de faire revivre cette nouvelle recherche.

Conte de Noël 2015

La fiche égarée

César Gonzague Alphonse Sigismond de La Mare de La Tour, surnommé Quatre en raison de ses deux particules (de et de) par ses anciens camarades de régiment, avait pris une retraite bien méritée de Colonel après une guerre de 1870, qui, malgré ses prouesses, avait été perdue.

Selon lui, la faute en revenait moins aux Prussiens qu'aux républicains qui depuis longtemps espéraient la chute de l'Empire lors d'une conflagration quelconque et à cette fin avaient rogné sur les crédits militaires les dernières années .On a pu vérifier, du reste, cette constance dans l'erreur et dans ses effets, entre autres à Sedan, pas seulement en 1870, mais aussi un peu plus tard, en 1940 !

Dans une petite ville de France, encore habitée par des Français en 1871, il existait une bibliothèque municipale dont le directeur venait malencontreusement de décéder après un repas diététique composé seulement de quelques entrées de charcuterie, d'un morceau de boudin avec sa garniture de purée de pommes de terre, d'un bon rosbeef, de fromages divers, de quelques desserts : seulement deux éclairs au chocolat accompagnés de deux autres éclairs au café, cette fois pour ne pas faire de jaloux, de quelques choux à la crème, d'oeufs à la neige, spécialité du cuisinier, pâtissier local qu'il ne fallait pas vexer.

Monsieur le Maire était embarrassé pour lui trouver un successeur ad hoc, le secrétaire de mairie étant déjà très occupé, l'instituteur qui avec ses opinions très engagées dans le mauvais sens, aurait rempli, si on l'avait laissé faire les rayons de la bibliothèque des œuvres complètes de Voltaire, de Rousseau , et tutti quanti.

Quant à Monsieur le Curé, il n'en n'était pas question pour deux raisons principales venant s'ajouter à d'autres, d'abord parce qu'il aurait comblé les rayons d'ouvrages des Pères de l'Eglise qu'il n'avait du reste pas lus et ensuite parce qu'il s'était depuis quelques temps spécialisé dans la rédaction qui lui prenait tout son temps de sermons du dimanche pour promouvoir la vertu des femmes, ses confessions récentes lui en ayant révélé l'impérieuse nécessité.

Restaient quelques notables, Monsieur Legros, pharmacien, très maigre mais aussi très myope qui avait bien du mal à déchiffrer les ordonnances du docteur, qui se faisait un plaisir de mal les écrire car il détestait le pharmacien. Il en résultait parfois chez les malades des affections bizarres dues au mauvais choix des médicaments. Une certaine dame en savait quelque chose, obligée de garder la chambre une dizaine de jours, en raison de problèmes gastriques.

Monsieur Grosboulon, industriel, fabricant d'aiguilles, très imbu de lui-même et qui affirmait péremptoirement quand on lui faisait des compliments sur sa réussite, qu'il était, à lui tout seul, le fruit de ses

œuvres. Le Maire, méfiant, pensait de là, à juste titre, qu'il ne devait pas posséder une culture générale suffisante pour bien gérer une bibliothèque.

Mademoiselle Ouimaisnon, dame patronnesse, qui conduisait les enfants vers le paradis en passant par leur première communion et qui avait l'habitude de répondre à ceux de ses élèves qui lui posaient parfois des questions à la fois logiques et métaphysiques : Tais-toi. Apprends !

Le choix était en réalité difficile car tantôt les candidats possibles étaient trop occupés, tantôt insuffisants au niveau de la culture générale et parfois les deux.

C'est alors que le maire eut l'idée qui ne lui plaisait guère du reste de se tourner vers le château. Il faut savoir qu'en France, en général quand tout va mal, ce qui est assez fréquent, les populations ont l'habitude ancestrale de se tourner en dernier recours vers le château, comme leurs ancêtres jadis pour se protéger des invasions. L'exemple illustre de ce phénomène est resté dans les mémoires. Après le désastre de 1870, on constata l'émergence d'une « nouvelle Chambre Introuvable » composée surtout de membres éminents de la Noblesse. Il s'en fallut du reste de peu, que la Monarchie Traditionnelle soit enfin rétablie en la personne du comte de Chambord. Pour des raisons trop simplement expliquées, et qui recèlent encore une importante part de mystère, la suite fut toute autre et la France retomba dans les magouilles des partis, c'est-à-dire en république.

Donc, Monsieur le Maire, à son corps défendant, après avoir examiné toutes les possibilités ou plutôt les impossibilités de trouver un remplaçant pour la bibliothèque, se dirigea vers le château, lui aussi comme tant d'autres avant lui, pour solliciter le comte César de la Mare de La Tour qui devait, de son point de vue, et malgré ses réticences, détenir les qualités nécessaires pour diriger le personnel

restreint d'une bibliothèque après avoir commandé un régiment et la culture générale des personnes de son milieu.

Le comte était dans sa salle de gymnastique où le maire alla le retrouver et le dialogue suivant s'engagea :

« Mes respects, Monsieur le comte, excusez -moi de venir vous déranger de si bon matin, mais j'ai un vrai problème et je souhaite vous en entretenir, si vous en avez convenance, si je ne vous dérange pas trop, si ...

Trêve de circonvolutions, Monsieur le Maire, allez au fait, de quoi s'agit-il ?

Eh bien voilà, vous savez que notre directeur de la, bibliothèque vient de nous quitter suite à une bizarre maladie foudroyante.

Rien de bizarre, il bouffait trop c'est tout et cela aurait dû arriver depuis longtemps, répondit le Colonel, qui tenait comme un point d'honneur à continuer d'utiliser le vocabulaire direct et imagé de la Cavalerie.

Certes, mais maintenant je dois lui trouver un remplaçant et ce n'est guère facile, aussi j'ai pensé à vous, pour me conseiller ou même si cela vous convenait occuper cet importante fonction culturelle. Je sais que vous êtes déjà fort occupé avec vos chasses tant à courre qu'a tir, vos chevaux, votre amicale des anciens du 8ème dragons, votre présidence de l'association des anciens combattants, de la SPA locale, etc, etc ...

Après tout, pourquoi pas répondit le Colonel, pensant qu'il allait passer un bon moment, ne serait-ce qu'à purger les rayons des ouvrages qu'il n'affectionnait pas du tout. De plus, le petit personnel demeurerait pour faire les travaux ingrats et la réception générale. Quant à lui il était décidé à se réserver les clients lecteurs importants que son prestige ferait venir.

Quelques jours plus tard, le Colonel prit possession de son nouveau domaine lors d'une petite cérémonie, en présence du maire et de son conseil municipal, de Monsieur le Curé, du garde champêtre et du personnel de la bibliothèque.

Ce dernier comprenait, avec un effectif théorique de huit personnes un effectif réel de seulement trois en la personne de Mademoiselle Colette, la vigilante secrétaire qui veillait à ne pas confier les beaux livres à n'importe qui, à interdire aux jeunes et très rares lecteurs les ouvrages licencieux, et surtout à ce qu'on lui rapporte les livres dans les délais impartis d'une durée de quinze jours.

Monsieur Lerat, fonctionnaire retraité et chasseur de papillons, d'une extrême gentillesse, mais parfaitement distrait, affecté en plus d'une mémoire défaillante qui passait son temps à classer et reclasser. Il était déconseillé de s'adresser à lui pour trouver un livre quelconque sauf à s'engager dans une conversation intéressante au sujet des lépidoptères de l'Asie Centrale comparés avec ceux de la Corrèze.

On trouvait enfin, tout en bas de l'échelle hiérarchique, Charlot, surnommé Gros Poulot comme un fils de Louis-Philippe, et dont la scolarité avait atteint très vite ses limites. On l'avait placé là, en attendant le Service Militaire et avant ses fiançailles avec Mademoiselle Lebel comme on disait jadis dans nos campagnes. Promu balayeur en chef, grand ordonnateur du plumeau et des éponges, il assumait la tâche de nos modernes techniciennes de surface.

Le maire se crut obligé de prononcer un petit discours préliminaire en ces termes :

Eh ben, voilà, voilà ! Monsieur le comte de La Tour a bien voulu se charger de la direction de notre bibliothèque après le décès imprévisible et soudain de notre excellent ancien directeur, dont les travaux resteront, resteront ...

Dans les tiroirs, conclut le Colonel qui avait hâte de prendre la parole et qui en même temps rendit service au maire qui ne savait plus trop comment terminer son apologie.

Mes amis, hum, hum, aujourd'hui, en ma personne c'est un peu l'Armée qui vous prend en main. Soyez assuré de sa bienveillance mais aussi de sa vigilance quant au respect de l'ordre et du bon travail. Vous allez me montrer chacune de vos tâches, afin que je connaisse vos méthodes, après quoi je vous prescrirai les miennes qui ne manqueront pas d'améliorer le fonctionnement général.

Au travail ! Et vive la France ! Vive le 8ème dragons, et tout le saint Frusquin pour le reste !

Ayant terminé son discours par cette péroraison énergique mais brève, le Colonel parcourut les rayons en compagnie de Mademoiselle Colette à qui il faisait l'honneur de donner le bras et le reste de l'assistance le suivit en cortège.

Tout se passa pour le mieux jusqu'au moment où pour bien analyser le fonctionnement de ses nouveaux service, le Colonel demanda à l'excellent M. Lerat, archiviste par devoir et grand prédateur de lépidoptères par goût, de lui trouver le grand Dictionnaire de Moreri.

Le pauvre homme fut bien embarrassé. Il se souvenait avoir rangé quelques mois plus tôt les livres de la Lettre M mais après ? Fallait-il chercher à Mo ou Mau ? Sa longue hésitation devenait inquiétante car le colonel n'avait pas la réputation d'être très patient.

Heureusement Charlot vint vite à son secours.

Ah si, je sais, ce sont les deux gros bouquins poussiéreux au fond de la dernière pièce au dernier rayon de gauche que personne ne va jamais chercher.

Très bien, mon ami dit le Colonel. Vous êtes fort efficace comme la réserve de la Garde !

Depuis ce moment historique, Charlot quand il allait boire une bolée de maître cidre avec ses copains leur disait : « Vous devriez être fiers les gars de pouvoir trinquer avec la réserve de la Garde ! »

La réunion se termina par une sorte de lunch d'autant plus apprécié que l'épouse du maire qui l'avait préparé n'avait pas lésiné ni sur le saucisson, ni sur le cidre, même pas sur le petit verre de calvados clôturant la réunion.

Le lundi suivant le colonel commença ses mises au point. Il en résulta un ordre du jour qui devait se répéter chaque fois de la façon suivante :

Matinée : Purge des ouvrages qui n'avaient pas le don de plaire au Colonel.

Première phase : repérage.

Deuxième phase : examen du Colonel et après, sa décision.

Troisième phase : élimination ou reconduite au rayon initial.

Cette opération aussi délicate que nécessaire se déroula pendant la première semaine. Les œuvres complètes de Rousseau furent les premières à bénéficier de cette élimination roborative. Il fut bientôt suivi de Diderot à la demande expresse de M le Curé. Le Colonel hésita un peu pour Voltaire qui avait fait l'éloge de Fontenoy et ses œuvres prirent la route du château, avec un certain nombre d'auteurs libertins du XVIIIème siècle dont le colonel se réservait la lecture avant toute décision.

Les œuvres des révolutionnaires de tous poils girondins comme montagnards et autres ravageurs prirent le chemin du dépotoir en passant par les poubelles. Les après-midi continuèrent à être réservées aux lecteurs dont l'effectif était du reste plus réduit que celui des lectrices.

La semaine suivante fut consacrée à donner à la bibliothèque une nouvelle structure logique.

Comme de juste la plus belle pièce d'entrée avec ses beaux lambris et ses meubles grillagés à l'ancienne fut affectée à la littérature militaire qui, entre parenthèses, en vaut bien d'autres, et même qui, aux yeux du Colonel, les surpassait toutes et de loin ! C'est pourquoi, il mit tous ses soins à ordonner au mieux et à bien ranger avec l'aide de Charlot promu à cette noble tâche les grands auteurs en commençant par l'Antiquité, de Polybe à Plutarque, en passant par Xénophon. Ils furent tous placés aux rayons bien visibles, surtout César, prénom donné en premier au Colonel, et qui lui convenait fort bien en son for intérieur. La chronologie fut minutieusement respectée depuis la chanson de Roland en passant par les Chroniques de Joinville et de Froissart, les nombreuses biographies de Turenne, les grands théoriciens du XVIIIème siècle, de Guibert à Folard. Une noble place fut réservée à l'Empereur Napoléon et sa geste et même Napoléon III qui n'avait pas eu de chance, récemment à Sedan, mais qui avait écrit de doctes ouvrages sur l'art militaire antique. Par contre son essai sur « l'extinction du paupérisme » fut relégué dans la pièce annexe au sous-sol, au purgatoire des n'importe quoi.

Les historiques régimentaires furent classés en bon ordre dans les rayons, c'est-à-dire que ceux des dragons furent placés les premiers avant toute la cavalerie. Vinrent ensuite l'infanterie, les armes savantes, artillerie et génie, les troupes d'Afrique, etc.

Un rayon tout entier fut affecté aux Gardes Royales et Impériales. Les biographies des maréchaux eurent aussi une bonne place à côté de certains généraux, sauf ceux de la période révolutionnaire pour lesquels le colonel n'éprouvait pas une grande sympathie et auxquels il réserva une place d'honneur au fin fond des pièces d'archives où personne du reste n'alla les chercher, faute de demandes.

Les autres pièces furent laissées à l'ordre alphabétique initial, ce qui ne changea pas les habitudes de mademoiselle Colette.

D'une façon générale, il n'y eut pas de grands changements, sauf pour la nouvelle pièce consacrée à l'Art Militaire, fréquentée surtout par les collégiens qui rêvaient de revanche et quelques anciens combattants de 1870, désireux de mieux comprendre les raisons de la défaite.

In illo tempore, après 1870 et avant 1914, les Français étaient encore très patriotes, attachés à la terre natale dont on venait de perdre deux provinces et les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges.

Par contre le lectorat féminin n'y trouva guère son compte. Mademoiselle Courtevue, par exemple, célibataire endurcie et très romantique, avait choisi dans la première pièce le célèbre ouvrage du Maréchal de Saxe : « Mes Rêveries » croyant trouver là une belle idylle sentimentale, mais, ô déception !, il n'était question que de formations militaires, de lanciers, d'escadrons, etc.

En parcourant son nouveau domaine qui ne valait pas la cour de la caserne, mais nostalgie aidant, le Colonel, parvenu dans la dernière pièce annexe intitulée : « Archives diverses », eut le regard attiré par un ensemble de fichiers hétéroclites portant sur leurs couvercles des suites de chiffres dont personne ne connaissait plus les références et quel était le système byzantin qu'il fallait utiliser pour s'y retrouver ?

Il ouvrit une boîte à tout hasard, à la billebaude, et s'empara d'une fiche qui dépassait un peu du lot. Son texte était intéressant et rédigé d'une belle écriture qu'on n'enseigne plus depuis belle lurette. Son titre était : « L'évasion de Louis XVII ». Voilà qui est intéressant, pensa le Colonel, mais la suite le fut beaucoup moins. La fiche si bien écrite renvoyait à un numéro d'une autre fiche intitulée mystérieusement 2458BX12.

Ayant battu le rappel de son personnel à la façon dont il commandait une charge de cavalerie, le Colonel leur intima l'ordre suivant : « Trouvez-moi tout de suite la fiche correspondant au numéro 2458BX12 ».

Comme de bien entendu, personne ne savait plus où chercher et les réponses infructueuses se succédaient. Après des jours, puis des semaines et des mois, la recherche fut interrompue par le Colonel en personne, dont l'attention était désormais fixée sur les exploits de l'Armée d'Afrique, ses zouaves, turcos, chasseurs d'Afrique, spahis et tutti quanti ...

Et les fichiers continuèrent leur vie tranquille, sans aucun dérangement.

Le temps passa.

Survint une autre guerre contre les Prussiens. Entre temps, le Colonel avait depuis longtemps traversé le Styx. Son château n'était pas resté dans sa famille, mais était devenue la proie provisoire d'un homme d'affaires Grec, le sieur Escropoulos disciple de Mercure, un peu armateur, un peu trafiquant, flirtant un tantinet avec la Causa Nostra, qui disparut un jour, au large de Lesbos, sans laisser de traces. Du coup, le château devint la propriété de la commune et le nouveau maire dut assumer la lourde responsabilité de sa gestion.

La bibliothèque aussi changea plusieurs fois de directeur et la première pièce somptueuse fut elle aussi, à chaque fois, garnie d'un nouveau contenu.

Un professeur de Lettres en retraite, inaugura ses nouvelles fonctions en éliminant tous les ouvrages de caractère militaire pour les remplacer par des poètes anciens et modernes.

La vérité oblige à dire que si les ouvrages militaires n'avaient guère quitté leurs rayons, la situation ne s'améliora pas avec la poésie et quand le professeur de lettres démissionna pour cause de santé, le maire le remplaça avec plaisir par un scientifique bien portant dont le premier soin fut de virer en masse toute les oeuvres poétiques dans les profondeurs des archives et de les remplacer par des traités scientifiques qui n'eurent guère de succès, mais aussi par des

ouvrages de pratiques diverses, jardinage, décoration, cuisine, etc. Le bricolage n'était pas encore représenté car à l'époque quand on achetait un buffet on ne vous livrait pas trois planches, un sachet de vis et un obscur manuel de montage !

Après 1968, la maladie du changement inutile eut pour résultat immédiat de vider les salles d'archives d'un certain nombre de livres et aussi des vieilles boîtes d'archives, fichiers et autres qui furent livrés aux brocanteurs.

C'est ainsi qu'au hasard d'une brocante, Monsieur Moreau-Godon, historien distingué, en cherchant une boîte pour contenir ses nouvelles fiches, tomba sur une solide, ancienne et bien poussiéreuse petite caisse ad hoc qui contenait des vieilles fiches numérotées.

Après une longue discussion sur le prix, partie intégrante du plaisir de la brocante, il eut le plaisir de ramener chez lui la caisse, son contenu et la poussière en plus, ce qui entraîna de la part de son épouse une réflexion peu amène, d'une profonde portée philosophique. Il était question globalement des femmes qui s'épuisent à faire le ménage alors que leurs maris s'évertuent à tout salir.

Monsieur Moreau-Godon s'étant réfugié dans le calme de son bureau commença à examiner le contenu de sa trouvaille. Elle renfermait un ensemble important de vieilles fiches dont l'écriture avait passé un peu avec le temps mais qui étaient encore lisibles pour la plupart.

C'est ainsi qu'au hasard il s'empara de la fameuse fiche 2458BX12, objet de la recherche infructueuse du Colonel, bien des années auparavant.

Elle résumait le travail à la fois important et sincère de Suvigny, avocat d'Avranches, qui avait réuni un certain nombre de renseignements du champ de l'évasion éventuelle, hors du Temple, du petit Louis XVII. Par contre, la conclusion en faveur de Richemont n'avait pas été retenue par le rédacteur qui avait rajouté en PS cette

phrase sybiline : « J'ai bien connu dans ma jeunesse un vieux bonhomme qui s'habillait à l'ancienne et qui savait quelque chose d'important au sujet de l'évasion qu'il évoquait de temps en temps auprès de son auditoire de jeunes enfants que nous étions alors. L'évadé du Temple ce n'était ni Richemont, ni quelques autres dont on avait parlé, c'était ... quelqu'un d'autre. »

Me voilà bien avancé, pensa Monsieur Moreau-Godon qui fut un peu déçu, mais sans plus car ce n'était pas sa spécialité. Il étudiait surtout la guerre de Cent Ans, les avatars du Prince Noir, les fantaisies tactiques de du Guesclin, etc. Du coup, il laissa traîner la fameuse fiche qui fut ramassée par la cuisinière qui, n'ayant rien d'autre sous la main, nota au verso une recette de la sauce béchamel.

Sic transit gloria mundi !